MÉDIAS

Les nouvelles et les sujets concernant nos activités

Wednesday, 03. February 2016

Le FSC abandonne la proposition de médiation avec Produits forestiers Résolu et demande à son conseil d'administration de prendre les mesures qui s'imposent

Bonn (Allemagne), le 4 février 2016 – Devant le refus de Produits forestiers Résolu (PFR) de tenter la voie de la médiation pour résoudre les problèmes ayant mené à la suspension de ses certificats FSC au Canada, le Forest Stewardship Council (FSC) abandonne tout effort d'engager PFR dans un tel processus. Le FSC continuera plutôt à mobiliser de nombreuses autres organisations canadiennes ayant manifesté la volonté de trouver des solutions.

Le FSC le sait pertinemment : les enjeux pour lesquels il propose la médiation **touchent de nombreuses entreprises de produits forestiers**, et non pas seulement Résolu. D'autres entreprises ont exprimé leurs préoccupations, et d'autres ont vu leurs certificats suspendus ou résiliés. En fait, les territoires affectés par des suspensions et résiliations de certificats FSC au Canada couvrent actuellement 13,8 millions d'hectares. **Et pourtant, le FSC – comme Greenpeace – ne cible que Résolu.**

C'est faux. Le 18 décembre, Résolu a indiqué qu'elle appuierait certainement un processus de médiation équitable. La société s'est aussi dite convaincue que seuls les gouvernements du Québec et de l'Ontario étaient vraiment habilités pour superviser une telle médiation puisqu'ils sont responsables des forêts publiques. **Pourquoi le FSC interprète-t-il incorrectement les faits, plutôt que de les reconnaître? S'agirait-il d'une stratégie visant à isoler publiquement Résolu?**

La médiation proposée par le FSC n'a pas de règles définies. Tandis que le FSC fait pression pour la tenue de cette médiation, Résolu participe déjà aux consultations en cours tenues par FSC sur sa nouvelle norme canadienne d'aménagement forestier. **Pourquoi FSC ne fait-il pas mention de ces consultations ?**

En novembre 2015, le FSC a proposé un processus de médiation à PFR pour faciliter la levée de la suspension des certificats FSC de cette dernière au Canada. C'est dans ce contexte que le directeur général du FSC International, Kim Carstensen, a visité le Canada durant la dernière semaine de janvier 2016 pour tenir des discussions avec des parties prenantes dans toutes les régions du Canada : des gouvernements provinciaux, des sociétés forestières, des chefs et communautés autochtones, des syndicats ainsi que des ONG environnementales.

Fait intéressant à noter, la seule ONGE qu'a nommée le FSC dans sa proposition de médiation est... **Greenpeace.**

Il n'y avait pas que Résolu à cette rencontre – y assistaient aussi des représentants du gouvernement et de l'industrie. À l'unanimité, les participants ont fait part de leur inquiétude quant aux enjeux en cause, et se sont engagés à les aborder dans le cadre du processus de consultation du FSC en cours. **Encore une fois, pourquoi le FSC continue-t-il de cibler Résolu?**

« Nous avons rencontré le PDG de Résolu, mais ce dernier ne nous a donné aucun signe que Résolu était prête à faire les efforts nécessaires pour résoudre les problèmes qu'elle avait elle-même si bien soulevés. Cela confirme les signaux négatifs que nous recevons continuellement de Résolu et c'est pour cette raison que le FSC abandonne l'idée d'aller en médiation avec Produits forestiers Résolu », a affirmé Kim Carstensen, directeur général du FSC.

Pourquoi le FSC omet-il de parler de l'enjeu le plus crucial de l'industrie des produits forestiers canadienne, soit la proposition de protéger toutes « massifs forestiers intacts»?

Résolu et les autres participants ont exprimé légitimement leurs préoccupations au FSC, et ce à plusieurs reprises. **Pourquoi le FSC n'a-t-il jamais pris la peine de les aborder de façon concrète?**

« Le FSC compte plutôt entreprendre une discussion nationale avec les nombreux autres membres du FSC qui ont exprimé leur volonté de travailler ensemble à la recherche de solutions. Dans ce cadre, nous sommes confiants de pouvoir aborder des enjeux litigieux auxquels la forêt boréale canadienne fait face. Nous pensons notamment aux droits des Premières Nations et de la protection d'espèces en péril, dont le caribou forestier, a expliqué M. Carstensen.

Nous présumons que le FSC fait référence à Greenpeace, dont la campagne de financement prend Résolu pour cible et trompe le public au sujet de la santé de la forêt boréale canadienne. Résolu n'a eu d'autre choix que de défendre sa réputation, comme celle de ses employés et partenaires. Étant donné que la cause est devant les tribunaux, l'intervention du FSC est inacceptable. **Le FSC a-t-il proposé un processus de médiation pour régler des questions de gestion forestière ou pour régler plutôt un différend entre deux de ses membres ?**

Cette insinuation est fausse. Résolu entretient d'importants partenariats consultatifs et commerciaux avec de nombreuses Premières Nations au Québec et en Ontario.

Tous les membres du FSC à l'exception de PFR ont bien accueilli la proposition de médiation du FSC. M. Carstensen demeure convaincu que la médiation permettrait de mettre fin à la relation acrimonieuse entre Résolu et d'autres parties prenantes, notamment des organisations environnementales et quelques Premières Nations. Toutefois, pour que la médiation porte fruit, il aurait fallu que toutes les parties acceptent de s'y engager. Malheureusement, cela n'était plus le cas vu le rejet de la proposition par Résolu.

« Au cours des derniers mois, nous avons tenté à répétition d'ouvrir la porte et d'obtenir un engagement constructif de Résolu. Résolu a préféré émettre des commentaires dérogatoires et instaurer au sein du public un climat de méfiance à l'égard de notre système. De tels agissements sont contraires à ce qui est attendu d'un membre du FSC.

Résolu a exprimé des préoccupations légitimes dans une série de lettres adressées à Kim Carstensen, mais n'a jamais reçu de véritable réponse. **Pourquoi?**

Nous aimerions savoir à quel commentaire « dérogatoire » le FSC fait référence.

L'attitude de Produits forestiers Résolu et son manque de volonté à s'engager à trouver des solutions aux problèmes qu'elle a elle-même soulevés seront soumis au conseil d'administration du FSC International lors de sa prochaine réunion en mars prochain. Une demande sera alors faite au conseil d'envisager la possibilité de destituer Produits forestiers Résolu en tant que membre ou d'examiner d'autres mesures prévus aux statuts du FSC afin qu'il soit clair que FSC exige que ses membres partagent les mêmes valeurs de coopération et d'engagement constructif sur lesquelles repose le système du FSC », a conclu M. Carstensen.

Richard Garneau soutient le FSC depuis fort longtemps. Il a mis de l' avant la certification à la norme FSC, et depuis, Résolu soutient fermement la norme de certification. Ce n'est que lorsque Greenpeace a commencé à attaquer Résolu sur plusieurs fronts, y compris sur celui des certificats FSC, que les problèmes sont survenus.

Nous ne sommes pas la source des problèmes – nous n'avons fait que les identifier.

Ce serait un événement regrettable, car Résolu demeure le second détenteur de certificats FSC au Canada et en Amérique du Nord.

Renseignements
Francois Dufresne
Président, FSC Canada
f.dufresne@ca.fsc.org